

BILLET DE BLOG 17 mars 2026

G7 sous présidence française : les pays ont encore (plus que jamais?) besoin de coopérer

Auteurs

Céline Kauffmann

Directrice des programmes

Sébastien Treyer

Directeur général

Damien Barchiche

Directeur du programme Gouvernance du développement durable

🕒 Temps de lecture: 9 min



Les institutions, et le principe même, de la coopération internationale sont aujourd'hui remis en cause par le pur exercice de la puissance, ce qui est flagrant en matière militaire mais aussi en matière économique, qu'il s'agisse des droits de douane américains ou de la dominance chinoise sur des technologies critiques et du risque de son utilisation stratégique. Cela pousse les pays et les chaînes de valeur à mettre l'amélioration de leur sécurité à un haut niveau de priorité. Mais de récentes initiatives démontrent que même les grandes puissances ont besoin de formes de coopération dans une logique de sécurisation, comme c'est le cas des

États-Unis sur l'approvisionnement en matériaux critiques, et de se coordonner pour faire face aux déséquilibres, macroéconomiques, financiers, sociaux et environnementaux, que leur modèle de développement peut générer ; un enjeu au centre du G7 sous présidence française. Au-delà de l'ambition affichée, il en va de la crédibilité et de l'utilité du G7.

Alors que les conflits se multiplient, leurs conséquences mondiales rappellent les interdépendances profondes qui lient les pays. Même les grandes puissances sont dépendantes – des chaînes de productions, des effets de cascade des prix, des crises financières, des pollutions atmosphériques, et plus généralement des décisions prises hors de leurs frontières. La tentation est double : se replier sur soi en cherchant l'autarcie, ou imposer sa puissance pour obtenir ce qu'on ne peut produire seul. L'une comme l'autre est illusoire comme protection durable. Mais le reconnaître n'empêche pas la recherche d'autonomie stratégique et de résilience, grâce à une compréhension fine des dépendances et de leurs enjeux, et la diversification des partenaires.

Dans ce contexte, l'enjeu n'est pas forcément de sortir de ces interdépendances, ce qui serait à la fois coûteux et illusoire, mais de mieux les organiser. La coopération internationale peut précisément jouer ce rôle : établir des règles du jeu minimales, créer des cadres de dialogue et de transparence, et ainsi éviter que les stratégies nationales ne débouchent sur des dynamiques collectivement sous-optimales, et pallier les crises. Les institutions internationales sont nées de cette réalité. De l'Organisation des Nations unies (ONU), créée après la Seconde Guerre mondiale, aux forums plus récents comme le G7 ou le G20, établis en réponse aux chocs pétroliers et aux crises financières, ces espaces, même s'ils reposent sur des logiques différentes, permettent aux États de dialoguer et de coordonner leurs politiques. Ils contribuent ainsi (idéalement) à créer des langages communs, à limiter les frictions économiques et à anticiper les crises – énergétiques, financières, humanitaires, environnementales – et les gérer.

Au moment où les États-Unis président le G20 en introduisant des discontinuités fortes dans les discussions, la Présidence française du G7 a choisi de se focaliser sur deux enjeux clés de stabilité et de sécurité économique, même si les voies politiques pour y parvenir au milieu des conflits actuels semblent étroites : les grands déséquilibres macro-économiques mondiaux entre les blocs économiques les plus puissants, qui réarment leurs politiques industrielles ; et, par ricochet, le risque qu'il soit toujours plus difficile pour le reste du monde de financer les investissements nécessaires pour son développement durable et son industrialisation.

Le T7, le groupe d'engagement des *think tanks*, s'est proposé d'analyser les options possibles pour des accords en format en G7, possiblement étendu à d'autres pays clés, sur des questions majeures à la croisée de ces deux priorités. Les quelques 50 *think tanks* des pays du G7 et au-delà [coordonnés par l'Iddri](#) se sont attelés aux enjeux de coopération face aux tensions créées par les nouvelles politiques industrielles et aux déséquilibres des opportunités de développement durable ; pendant que [l'European Council on Foreign Relations \(ECFR\)](#), partenaire de l'Iddri dans le T7, se penchait sur les enjeux de coordination des mesures de sécurisation économique, d'innovation et d'intelligence artificielle.

Coordonner les politiques industrielles

En réaction aux grandes transitions en cours et aux opportunités qu'elles offrent, les grandes économies ont réinvesti les politiques industrielles et se livrent concurrence pour capturer les marchés, localiser les emplois et la valeur. Cela passe aussi par l'emploi d'instruments et de politiques déstabilisatrices pour elles-mêmes et le reste du monde. Une certaine coordination des grandes économies autour d'éléments clés de ces politiques industrielles serait facteur de stabilisation.

Un domaine clé est celui des *Chaînes de valeur sécurisées, responsables et équitables autour des minerais critiques*, source de frictions car aussi d'opportunités que les pays tentent de saisir. C'est un domaine où une sécurisation durable ne peut reposer entièrement sur le renfermement sur soi ou la course effrénée aux accords bilatéraux, mais requiert une coopération des producteurs et des importateurs tout au long des chaînes de valeurs. C'est précisément sur la question du comment le G7 peut donner corps à une telle coopération durable, condition pour la valorisation d'activités qui in fine respectent l'environnement, et les communautés locales, que le groupe de travail dédié s'est penché (voir *Solution Paper* « [Secure, Responsible and Equitable Critical Minerals Value Chains](#) »).

Face à la multiplication des instruments et accords d'investissement (et de commerce) pour la sécurisation des chaînes de valeur, et la concentration des flux d'investissements directs étrangers, il y a de même un enjeu à renforcer la cohérence des accords d'investissement avec les objectifs de développement économique, social et environnemental des pays, qu'ils soient dans le G7 ou non. La fragmentation de la gouvernance internationale et le vieillissement d'accords d'investissement de moins en moins alignés à la réalité d'aujourd'hui appellent à avancer les réformes du cadre international de l'investissement et développer des instruments innovants, domaines dans lesquels les pays du G7 ont un rôle clé à jouer, ce que montrent les résultats du groupe de travail dédié (voir *Solution Paper* « [Strengthening coherence between investment agreements and environmental, social and economic objectives](#) »).

Le futur du financement du développement

La vision des partenariats pour le développement requiert une réforme profonde : elle ne correspond plus aux réalités actuelles, et les bailleurs et les pays récipiendaires ont évolué, de même que les instruments de partenariat. Surtout, le contexte issu du [Compromiso de Sevilla](#) (Iddri, 2025) invite à dépasser la seule aide publique au développement pour intégrer les enjeux de commerce, d'investissement et de reconfiguration des chaînes de valeur mondiales. Il s'agit en particulier de s'assurer que les économies en développement bénéficient pleinement de l'industrialisation verte et ne sont pas laissées pour compte. Dans cette perspective, l'enjeu est, y compris pour le G7, de forger de nouvelles alliances fondées sur une meilleure compréhension des besoins des pays partenaires et sur des critères partagés d'efficacité et d'impact.

L'écosystème du financement du développement doit évoluer pour intégrer la multiplication des acteurs, gagner en efficacité et efficience, notamment pour gérer des fonds concessionnels de plus en plus limités et consolider les ponts avec la finance privée. Dans cet écosystème, les banques publiques de développement doivent former un système plus efficace et intégré car elles sont les chevilles ouvrières du système, à la fois canaux de transmission de la finance et observateurs privilégiés des réalités des terrains. Dans cette perspective, le groupe de travail dédié a produit des recommandations (voir *Solution Paper* « [Towards a more effective and integrated Public Development Bank system](#) ») sur les outils pour favoriser la contribution de ces banques à l'écosystème, en intégrant mieux les processus de préparation et de mise en œuvre des projets, et réduire le coût et les risques financiers pour les marchés émergents et économies en développement en améliorant l'accès aux fonds verticaux et en développant une offre de financement intégrée.

La multiplication des catastrophes naturelles rend certains territoires — y compris dans les pays du G7 — partiellement ou totalement « non assurables ». Cette crise menace autant la stabilité économique (notamment budgétaire) des pays du G7 que la résilience des pays vulnérables. Les outils d'une meilleure compréhension internationale des profils de risque physique doivent être créés et partagés, les conditions d'une répartition des coûts équitable et efficace entre les secteurs public et privé doivent être revues, et des possibilités d'assurabilité et d'investissement générées dans les pays vulnérables (voir *Solution Paper* « [Enhancing insurability against natural disasters](#) »).

Les engagements financiers en matière de biodiversité restent limités et difficilement comparables, mais les cadres de rapportage sur la nature se déploient de plus en plus, notamment dans les grandes économies asiatiques. Le groupe de travail T7 dédié (voir *Solution Paper* « [Standardising and strengthening accountability for biodiversity finance](#) ») recommande au G7 d'agir sur trois leviers : transformer les mentalités pour faire du financement de la nature une opportunité plutôt qu'un coût ; renforcer l'investissement public via un standard opérationnel « ne pas nuire significativement à la biodiversité » pour les finances publiques et les banques multilatérales de développement ; et promouvoir des standards communs de déclaration ([TNFD](#), [GRI](#), [ISSB](#)) ainsi que le financement de biens communs naturels mondiaux comme les forêts tropicales.

Le G7 sous présidence française en 2026 pourrait démontrer que malgré les tensions, des approches coopératives valent mieux en matière de sécurisation que l'imposition de la force, notamment si la main tendue vers les autres pays du G20, particulièrement les grandes économies émergentes, s'incarne dans des accords politiques ou techniques sur des sujets déterminants pour la sécurité économique, politique, mais aussi pour le développement durable. Dans un monde plus fragmenté, ces fora doivent pouvoir contribuer à élaborer et faire émerger des solutions pragmatiques sur des enjeux clés des transitions économiques, énergétiques et environnementales.

CLIMATE**GOUVERNANCE****NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES****G7****FRANCE**